

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE
ROME (03-05 JUIN 2008)

ALLOCUTION DU MINISTRE CHARLES MICHEL

Monsieur le Directeur Général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

5 minutes: 10 enfants dans le monde seront morts de faim pendant la durée de mon intervention.

Chaque année, 850 millions de victimes de la faim, 100 de plus ces derniers mois.

Et pourtant, notre terre dispose largement du potentiel pour alimenter les filles et les fils de l'humanité .

L'alimentation est un droit pour la population. Un droit naturel.
C'est un devoir pour les Autorités. Un devoir moral. Un devoir de dignité, un devoir d'humanité.

On a à cette tribune longuement expliqué les causes de la crise alimentaire actuelle et je partage l'opinion selon laquelle cette crise impose une action d'urgence sur le plan humanitaire et une action structurelle.

Mais le danger qui nous guette aujourd'hui est le suivant: une mobilisation médiatique pendant quelques semaines, pendant quelques mois. Des discours déclamatoires, des effets d'annonce généreux. Et ensuite?

Je dis "Chiche".

191 pays représentés, une soixantaine de chefs d'Etats, des dizaines d'excellences ministérielles. Ensemble, nous avons le pouvoir, si nous le voulons, si nous le décidons d'empêcher la fatalité. Sommes-nous sincères ? Oui, je le crois. Alors, agissons.

La Belgique formule deux propositions concrètes et opérationnelles.

Les pays africains sont les premières victimes de la crise. Chacun l'a dit. Il faut structurellement renforcer la productivité agricole et donc les capacités des agriculteurs locaux. L'Agriculture doit revenir comme ce fut le cas dans les années 80, le secteur prioritaire de nos politiques communes de Développement.

A Maputo en 2003, l'Union Africaine s'est engagé à consacrer 10% de ses ressources budgétaires au secteur agricole.

En écho, la Belgique plaide pour que les Pays donateurs consacrent également 10% de leur aide Publique au développement à ce secteur vital à l'horizon 2010 et 15 % à l'horizon 2015 et ceci en parfaite cohérence avec nos engagements communs en faveur des Objectifs du Millénaire et le premier objectif en particulier : réduire de moitié l'extrême pauvreté.

La Belgique s'engage résolument dans cette direction.

Un tel engagement international sur une piste de croissance et sur des délais constituent la meilleure manière de maintenir la pression politique maximale et indispensable si nous voulons progressivement éradiquer la faim de la carte du Monde.

Deuxième proposition concrète : Renforçons les achats locaux. Ceux-ci ne représentent que 19 % de l'aide alimentaire mondiale. C'est insuffisant.

Le PAM, suite à une implication extrêmement volontariste de la Belgique et de quelques autres pays prend de plus en plus et de mieux en mieux en compte cette préoccupation.

Il faut encourager et accélérer ce mouvement aussi bien dans le cadre multilatéral que bilatéral. Ici aussi, une piste de croissance progressive nous semble être la bonne réponse.

Voici, chers Collègues, deux engagements concrets, opérationnels susceptibles d'engendrer des effets positifs dans notre combat contre la sous-alimentation et la mal nutrition.

Par ailleurs, quelques considérations doivent mobiliser notre volontarisme :

- Le renforcement de la recherche scientifique, le soutien à la biodiversité – saluons l'action de Bioversity International - , le transfert des technologies et le meilleur accès aux intrants sont essentiels
- le soutien à l'agriculture familiale dans le cadre d'un appui aux organisations paysannes de base participe aussi à défendre un prix juste et rémunérateur pour les agriculteurs
- la valorisation du rôle des femmes dans le développement rural doit aussi retenir notre pleine attention
- Enfin, la gestion durable et efficiente de l'Eau en lien avec les changements climatiques est un enjeu capital.

Dans tous ces domaines, la Belgique dispose d'une expertise reconnue, tant au sein de son administration que dans ses universités ou dans le secteur privé. Je compte mobiliser ce réservoir de connaissances et de talents.

Je voudrais enfin ajouter trois éléments qui me tiennent à coeur :

- La nécessité de s'attaquer à la spéculation sur les marchés agricoles.
- Le développement des biocarburants de deuxième génération doit être encouragé afin de respecter les impératifs de sécurité alimentaire des populations
- Enfin, l'obligation de prendre en compte des effets prévisibles des changements climatiques dans les politiques de développement agricole.

Monsieur le Directeur Général
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le succès dans cette bataille est possible, il est même à portée de main si nous le voulons.

Deux conditions constituent la clé du succès :

La coordination des différentes initiatives dans un souci de parfaite efficacité.
La Belgique soutient la création de la Task force crise alimentaire et plaide pour que les différents acteurs la FAO – et nous la mise en oeuvre des recommandations en vue de sa réforme-, PAM et FIDA assument parfaitement leurs responsabilités. *en encourageant.*

Deuxième condition, la plus déterminante sans aucun doute: l'engagement politique au plus haut niveau, sans faille et 100 % sincère .

Ce n'est qu'à ces conditions que le 21 ième siècle deviendra celui au cours duquel le droit à l'alimentation sera bien plus qu'une simple déclamation.

Ce sera alors une réalité partagée pour le quotidien du monde.

Je vous remercie.